



## **ARRÊTÉ**

### **ARRÊTÉ PRÉFECTORAL COMPLÉMENTAIRE N° 44099-1 portant modification de l'installation exploitée par la société Laboratoires Goëmar sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets**

**Le préfet de la région Bretagne  
Préfet d'Ille-et-Vilaine**

**Vu** le code de l'environnement, et notamment ses articles L.181-14, R.181-45 et R.181-46 ;

**Vu** l'arrêté préfectoral n° 44099 du 28 décembre 2018 autorisant la société Laboratoires Goëmar à exploiter un établissement destiné à la production d'amendements et de phyto-vaccins situé ZAC Atalante sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets ;

**Vu** la transmission de la société Laboratoires Goëmar du 13 avril 2023 complétée par laquelle elle porte à connaissance des modifications dans l'exploitation de son établissement situé ZAC Atalante sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets ;

**Vu** le rapport de l'inspection des installations classées en date du 17 avril 2023 ;

**Vu** le courriel adressé à l'exploitant du 17 avril 2023 pour lui permettre de formuler ses observations éventuelles sur le projet d'arrêté ;

**Vu** la réponse de l'exploitant en date du 19 avril 2023 indiquant l'absence d'observations sur ce projet d'arrêté ;

**Considérant** que le projet de modification ne prenant en compte que l'emplacement actuel du réservoir d'acide chlorhydrique ne constitue pas une modification substantielle de l'autorisation environnementale au sens de l'article R. 181-46.I du code de l'environnement ;

**Considérant** que la nature et l'ampleur du projet de modification ne rendent pas nécessaires la consultation prévue par les articles R. 181-18 et R. 181-21 à R. 181-32, ni la sollicitation du conseil départemental de l'environnement et des risques sanitaires et technologiques ;

**Considérant** que les modifications portées à connaissance conduisent à modifier les conditions de maîtrise de l'urbanisation aux abords de l'établissement et qu'il convient donc de les acter par arrêté complémentaire pour les rendre opposables à l'exploitant ;

*Le pétitionnaire entendu,*

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine,

## **ARRÊTE :**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

En complément des prescriptions fixées par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 28 décembre 2018, la société Laboratoires Goëmar, pour l'établissement qu'elle exploite ZAC Atalante sur les communes de Saint-Malo et Saint-Jouan-des-Guérets :

- cesse toute utilisation et tout stockage de nitrate d'ammonium à compter du 1<sup>er</sup> janvier 2025 ;
- n'utilise, à compter de la date de notification du présent arrêté, de l'acide chlorhydrique que dans les conditions du porter à connaissance du 13 avril 2023 susvisé complété ; à savoir dans un réservoir

renforcé de 1000 L au plus doté d'une rétention d'une surface libre maximale de 2,5 m<sup>3</sup> et à une concentration maximale de 33 % dans son emplacement actuel ;

L'exploitant tient à disposition de l'Inspection des installations classées les éléments justificatifs de la bonne réalisation de ces dispositions.

## **Article 2 : Publicité**

En vue de l'information des tiers :

- Une copie du présent arrêté est déposée aux mairies de Saint-Malo et de Saint-Jouan-des-Guérets et peut y être consultée ;
- Un extrait de cet arrêté est affiché dans ces mairies pendant une durée minimum d'un mois ;
- Un procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire et adressé à la préfecture d'Ille-et-Vilaine ;
- L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture d'Ille-et-Vilaine pendant une durée minimale de quatre mois.

## **Article 3 : Délai et voies de recours**

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré au tribunal administratif de Rennes - 3, Contour de la Motte – 35 044 RENNES Cedex, ou dématérialisé via l'application « Télérecours citoyen », accessible depuis le site <https://www.telerecours.fr> :

1. par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés à l'article L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de la publication ou de l'affichage de ces décisions ;
2. par les demandeurs ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée.

Les décisions mentionnées au premier alinéa peuvent faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2° susvisés.

## **Article 4 : Exécution**

Le secrétaire général de la préfecture d'Ille-et-Vilaine, le sous-préfet de Saint-Malo, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement et l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée aux maires concernés ainsi qu'à l'exploitant.

Rennes, le **24 AVR. 2023**

Pour le préfet,  
Le secrétaire général



Paul-Marie CLAUDON